

Bruxelles, le 19.11.2018
C(2018) 7745 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19.11.2018

**relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République
centrafricaine (RCA)**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 19.11.2018

relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine (RCA)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹, et notamment son article 9, paragraphe 1,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement², et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre de l'action «programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité et à la gouvernance en République centrafricaine», il est nécessaire d'adopter une décision de financement. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE³.
- (3) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la période 2014-2020, qui établit les priorités suivantes: (i) gouvernance économique et services sociaux, notamment l'éducation, (ii) réforme du secteur de sécurité et gouvernance démocratique, (iii) résilience rurale et création d'emploi.
- (4) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre de l'accord interne relatif au 11^e Fonds européen de développement (FED)⁴ (ci-après l'«accord interne») consistent à 1) reformer le système judiciaire, renforcer son indépendance, ses performances, son intégrité et son accessibilité, et garantir une justice fondée sur la protection des droits de l'Homme et la lutte contre l'impunité ; 2) consolider le secteur de la sécurité intérieure, visant à améliorer la gouvernance du maintien de l'ordre et de la sécurité publique ainsi qu'à renforcer le professionnalisme, les capacités opérationnelles et de déploiement ainsi que la légitimité de la police et de la gendarmerie nationales, et 3)

¹ JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

⁴ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

sécuriser le patrimoine de l'état civil centrafricain et jeter les bases d'une réhabilitation du système national d'état civil dans une perspective d'accès aux droits individuels.

- (5) Conformément à l'article 17 du règlement (UE) 2015/323 il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de certaines composantes du programme.
- (6) La Commission doit assurer niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323.
À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046⁵ et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 avant qu'une convention de contribution puisse être signée.
- (7) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 applicable en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du programme, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046.
- (9) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du FED institué par l'article 8 de l'accord interne.

DÉCIDE:

Article premier

La mesure

La décision de financement, qui constitue la mise en œuvre de la décision de la Commission relative au financement de la mesure individuelle en faveur de la République centrafricaine (RCA), présentée en annexe est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

Programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité et à la gouvernance en République centrafricaine, présentée en annexe.

Article 2

Contribution de l'Union

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure est fixé à 38 000 000 EUR, à financer sur les ressources du 11^e Fonds européen de développement:

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

⁵ Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

Article 3

Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées en annexe, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, au point 5.4 de ladite annexe.

Article 4

Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 19.11.2018

Par la Commission

Neven MIMICA

Membre de la Commission